



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)

Conseil de Communauté du 17 décembre 2021
Délibération n°DCC2021_188

Objet	Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif - approbation de l'avenant n°3
Rapporteur	Chantal SOUDON
Service	Service Commande Publique
Thème	Commande publique

Chantal SOUDON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La gestion du service public de l'assainissement a été confiée à la SPL Eau du Ponant dans le cadre d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public depuis le 1^{er} janvier 2020, pour une durée de 9 ans.

Les règlements de service actuels sont ceux établis par la Communauté en 2015 pour l'assainissement collectif et en 2011 pour l'assainissement non collectif . Le délégataire propose de les mettre à jour et de les compléter d'un certain nombre de dispositions concernant notamment les modalités de facturation, les raccordements, les limites de responsabilité avec les usagers et l'intégration de nouvelles dispositions réglementaires dont des pénalités. Concernant ces pénalités, les dispositions de la loi du 22 août 2021 permettent de majorer jusqu'à 400 % les redevances d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif.

Pour le service de l'assainissement non collectif, le nouveau règlement prévoit également que pour les immeubles équipés d'une installation d'ANC supérieure à 20 EH, la redevance annuelle soit majorée de 50 % .

Le conseil de Communauté sera appelé à valider et fixer ses principes de pénalités et de majoration de redevance.

L'objet de l'avenant n°3 est également d'intégrer dans le périmètre du contrat de concession un linéaire supplémentaire de réseau d'assainissement collectif (environ 200 m) situé sur la ZAE de Penhoat à Saint-Divy, qui n'avait pas été répertorié lors de l'établissement du contrat.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable,

Vu le projet d'avenant n°3,

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 30 novembre 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 16 novembre 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les dispositions de l'avenant n°3 au contrat de concession sous

forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif,

Article 2 : approuve le principe de majoration des redevances d'assainissement sur les bases suivantes :

- Assainissement Non Collectif : majoration de 400 % de la redevance assainissement non collectif dès le délai de mise en conformité dépassé (1 an dans le cadre d'une vente et 4 ans dans les autres cas d'installations polluantes) et ce jusqu'à la mise en conformité effective de l'installation.

- Assainissement Collectif : majoration de 100 % de la redevance assainissement collectif la première année, une fois le délai de mise en conformité dépassé (2 ans à la création d'un réseau et 1 an dans tous les autres cas), puis 200 % dès l'année suivante et ce jusqu'à la mise en conformité effective de l'installation.

Article 3 : approuve le principe d'une majoration de 50 % de la redevance d'assainissement non collectif pour des immeubles générant une pollution supérieure à 20 EH.

Article 4 : autorise le président à signer cet avenant